
Mondialisation, *Clusterisation* et recyclage colonial

Naivasha, laboratoire d'une Afrique émergente

Bernard Calas



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/13586>
DOI : 10.4000/echogeo.13586
ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Bernard Calas, « Mondialisation, *Clusterisation* et recyclage colonial », *EchoGéo* [En ligne], 26 | 2013, mis en ligne le 19 décembre 2013, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/13586> ; DOI : 10.4000/echogeo.13586

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.



EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International

Mondialisation, *Clusterisation* et recyclage colonial

Naivasha, laboratoire d'une Afrique émergente

Bernard Calas

Cet article doit beaucoup aux recherches menées en collaboration et aux discussions avec Blandine Veith, sociologue CNRS au Ladyss de Nanterre. Qu'elle soit ici remerciée. Je remercie également mes évaluateurs anonymes pour leur sagacité et leurs remarques judicieuses, pertinentes qui m'ont beaucoup apporté, en termes de réflexion et de rédaction.

- 1 Après l'afro-pessimisme des années 1980-2000, l'idée que vient *Le temps de l'Afrique* et celui du décollage économique du continent participe des théories du « *retournement du monde* ». Depuis le tournant du siècle, l'intégration dans la mondialisation ouvrirait les « Trente Glorieuses » africaines. Des taux de croissance corrélés à des Investissement Directs Étrangers élevés dans plusieurs pays africains (30 milliards de \$ par an pour le continent entre 2007 et 2010, malgré la crise ; Bedossa et Letilly, 2011) corroboreraient cette image vertueuse qui contraste pourtant avec le prisme sombre au travers duquel le public occidental regarde encore souvent l'Afrique. L'analyse des espaces africains s'inscrit donc dans le contexte de cette croissance économique, qui si elle ne doit pas être confondue avec le développement, en est le préalable nécessaire. Ces investissements posent la question de leurs expressions spatiales et de leurs liens avec le tissu socio-économique préexistant. Cette croissance participe-t-elle d'une économie d'enclave (Magrin, 2013) ou induit-elle un développement territorial localisé, si ce n'est local ? Il convient d'arrimer la réflexion aux analyses sur les formes du développement territorial menées depuis une vingtaine d'années. En effet, il est désormais entendu que « la globalisation de l'économie ... ne peut pas être considérée comme une sorte d'étendue sans lieux... Le développement au niveau global est possible non par l'élimination des effets géographiques mais par l'apparition de structures de plus en plus différenciées... » (Courlet et Ferguene, 2003). C'est pourquoi géographes et économistes se sont intéressés au « tournant territorial de l'économie globale » (Pecqueur, 2007). Si très tôt, les géographes ont montré le développement induit par l'économie de plantation extravertie, ces études portent moins

sur les formes territoriales du développement que sur les effets de développement induits par la diffusion d'une culture de rente. Les analyses du développement territorial ont été renouvelées dans les années 1980-1990 par l'observation de la 3^{ème} Italie et les discussions autour de la notion de district marshallien, de district industriel et de Systèmes Productifs Localisés. La plupart des contributions qui concernent les formes territoriales du développement économique sont focalisées sur le Nord : la 3^{ème} Italie notamment mais aussi les USA (Porter, 1998), ou les pays émergents sud-méditerranéens : Maroc, Tunisie (Courlet et Ferguene, 2003). Si de solides réflexions portent sur les pays africains (Schmitz, 1995 ; Fauré et Labazée, 2005), elles restent surtout concentrées sur la petite industrie, le commerce (Igué et Hibou 1996 ; Grégoire et Labazée cités par Leloup *et alii*, 2003/2004) ou sur l'agroalimentaire endogènes voire informels qui tous détermineraient des formes d'organisation territoriales spécifiques (Requier-Desjardins, 1996 et 2007). Quelles sont les formes géographiques du décollage récent des pays africains ? Les IDE peuvent-ils engendrer du développement territorial ou sont-ils « condamnés » à maintenir dans la dépendance les espaces où ils nomadisent ?

- 2 Évidemment la réponse change en fonction des États, des régions, des situations et cette variabilité réclame des investigations précises. De l'avis même des chercheurs qui ont tenté des synthèses (voir par exemple Fauré et Labazée, 2007), l'observation empirique, diachronique, à grande échelle, est nécessaire : nous proposons ici celle de la région du lac Naivasha au Kenya qui, ces dernières années, a connu d'importants investissements – en partie d'origine étrangère- sous la forme d'une soixantaine d'exploitations horticoles qui produisent le tiers de la consommation européenne annuelle de roses (Calas, 2013). L'apparition récente de ces serres - la première date de 1983 - demande de contextualiser cette dynamique. C'est pourquoi le cheminement suit d'abord une logique historique, de la mise en valeur coloniale aux reconversions post-coloniales pour, dans un second temps, réfléchir aux facteurs explicatifs de cette construction géoéconomique. Compte tenu de l'impact de la colonisation sur les espaces africains, compte tenu aussi de l'importance des éléments du système colonial recyclés, c'est le sens de ces mutations qui mérite finalement d'être posé. Dans quelle mesure des délocalisations et des investissements exogènes peuvent-ils dans le contexte africain conduire à l'émergence d'un *cluster*¹? L'émergence d'une telle forme géographique est-elle synonyme de développement territorial ?

De la mise en valeur coloniale à la construction d'un *cluster* horticole

La mise en valeur coloniale

- 3 Au début du XX^e siècle à l'instar de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud - quoique dans une bien moindre mesure -, le Kenya est devenu colonie de peuplement. La *Crown Lands Ordinance* de 1902 a autorisé l'accaparement foncier colonial aux dépens des occupants africains. Cette loi fut complétée par des traités entre les Masai et la Couronne britannique en 1904 puis 1911, traités qui ont libéré d'immenses superficies d'où les pasteurs ont été expulsés au profit des colons. Les *White Highlands*² réservés aux colons quand les Africains étaient parqués dans leurs « *Native reserves* » formalisèrent cet accaparement (Odingo, 1971). Attirant de très gros investisseurs, la région de Naivasha – autour du lac éponyme, à 1 880 m. au fond de la *Rift Valley* - compta parmi les plus

étendus des grands domaines coloniaux kenyans. L'aridité relative (environ 700 mm de précipitations annuelles) et l'étendue des domaines y orientèrent le système agraire vers l'élevage extensif alors que les plateaux situés immédiatement à l'est, eux aussi intégrés dans les *White Highlands* mais plus hauts (2 400 m.) et plus humides parce que sur les contreforts des Aberdares (4 000 m.), étaient consacrés à une agriculture plus intensive. Dans le bassin versant du lac, la mise en valeur coloniale distinguait donc le fond de vallée où est localisé le lac, des plateaux. En 1960, alors que moins de 10 % des terres du pourtour du lac étaient cultivées, la proportion s'élevait à 50 % sur les plateaux étagés. Simultanément, la charge en têtes de bétail s'élevait à 250 pour 1 000 hectares aux abords du lac, quand elle tombait à moins de 100 sur les plateaux du Kinangop, d'Ol Bolosat et Ol Kalo.

- 4 A l'Indépendance en 1963, le bassin versant du lac fut divisé en deux nouveaux districts, respectivement affectés à deux provinces différentes : à l'ouest, le district de Nakuru de la *Rift Valley Province* englobait le lac Naivasha lui-même alors qu'à l'est, le district de Nyandarua incorporait les hauts plateaux du Kinangop, d'Ol Bolosat et d'Ol Kalou à la *Central Province*. Loin d'être anodine, cette division administrative détermina de manière radicale la façon dont ces espaces furent affectés ou non par les opérations de lotissement des grands domaines européens (*Settlements schemes*), grande affaire des années 1960. Les exploitations situées sur les plateaux du haut bassin versant du lac Naivasha furent loties, alors que la structure foncière du bas bassin versant, aux abords du lac, fut en partie conservée. Cette évolution foncière différenciée recoupe d'une part l'orientation agraire coloniale : *ranching* dans les bas, polyculture dans les hauts et d'autre part la taille moyenne des exploitations bien plus grandes aux abords du lac (supérieure à 5 000 acres en moyenne) que sur les plateaux (comprise entre 500 et 2 000 acres). Elle recoupe aussi la géographie des densités au moment de l'Indépendance puisque les plateaux comptaient déjà beaucoup plus de monde – notamment des ouvriers agricoles – que le plancher de la *Rift Valley*. L'arbitrage rendu à l'Indépendance érigea donc une frontière administrative que redoublent dans le paysage des trames foncières, des orientations agraires et des densités de peuplement radicalement différentes, autour du lac et sur les plateaux.
- 5 Cependant, cette géographie différenciée des changements agraires des années 1960 s'explique surtout pour des raisons politiques. En effet, les plateaux jouxtent les hautes terres kikuyu, épicerie de la contestation anticoloniale et de la guerre Mau Mau. Les populations kikuyu ont très tôt guigné les terres des plateaux du Kinangop et d'Ol Kalou. Politiquement, compte tenu de l'importance de la revendication foncière dans la mobilisation anticoloniale des Kikuyu, à l'Indépendance, il aurait été difficile de ne pas autoriser le « déversement » de proximité du versant oriental des Aberdares vers ces plateaux. A l'inverse, plus bas autour du lac et entre les lacs Naivasha et Nakuru, la stratégie des anciens colons bien introduits dans les couloirs du pouvoir et de la diplomatie a figé la structure foncière. Sur le Kinangop, les sols lourds, hydromorphes et difficiles à travailler ont incité, relativement tôt – parfois dès avant l'Indépendance – les Européens à se défaire de leurs domaines (Londsdale et Leo, 1988) quand, plus bas, dans la *Rift Valley*, autour des lacs de Naivasha et Elementaita, l'influence du lobby colonialiste des très grands propriétaires fonciers a incité les autorités responsables de ces lotissements à épargner la plupart des grands domaines. L'une des clés des dynamiques géographiques et politiques dans la région de Naivasha est qu'elle est l'un des sanctuaires de la grande propriété d'origine coloniale.

La reconversion post coloniale

- 6 A la fin des années 1970, après une période de dérégulation et de flottement économique liée au départ de certains cadres et colons coloniaux et au déclin de l'élevage extensif, les abords du lac enregistrent les prémices d'un renouveau économique.
- 7 Celui-ci est d'abord lié au développement de l'horticulture (Calas, 2013). Depuis le début des années 1980, la superficie horticole kenyane a considérablement augmenté. En 1998, la floriculture kenyane couvrait 1 200 ha dont 350 ha sous serre (*PHM Revue horticole*, 1998), en 2010 elle atteint plus de 2 000 ha sous serre. Les volumes produits ont suivi. Entre 1997 et 2007, les tonnages ont augmenté de 140 %, la valeur de la production de 300 % (Mitiambo, 2007). Exportées en totalité (les fleurs kenyanes représentent 1/3 du marché européen), ces fleurs rapportent 600 millions de \$ à l'économie kenyane, soit plus que le café et presque autant que le thé ou le tourisme. En 2011, l'horticulture dans son ensemble (fleurs et dans une très faible mesure fruits et légumes) représente 17 % de la valeur des exportations quand le thé arrive en tête avec 21 % mais que le café ne compte plus que pour 4 % (KNBS, 2012).

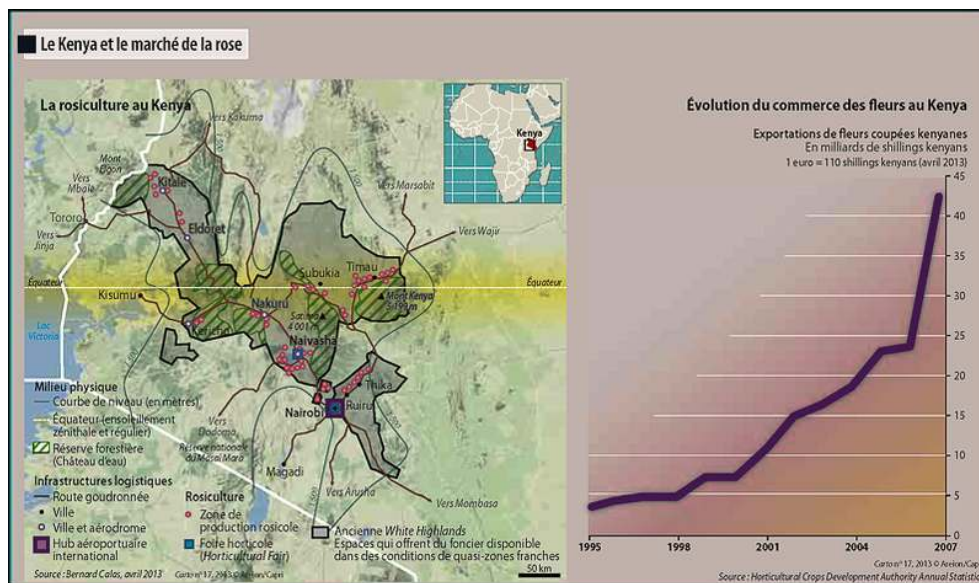
Tableau 1 – L'accroissement des exportations de fleurs kenyanes

	Volumes (tonnes)	Valeur (Milliards de K shillings)
2005	81 000	23
2006	86 000	23
2007	91 000	43
2008	93 000	40
2009	87 000	32
2010	84 000	31
2011	90 000	44

Sources : KNBS, Statistical abstracts 2012

- 8 Malgré la diffusion de l'horticulture aux banlieues de Nairobi et à d'autres espaces des anciennes « Hautes Terres Blanches » (Nanyuki-Timau, Nyahururu-Subukia, Njoro-Molo, Eldoret, Kitale, Kericho)³, le bassin de Naivasha reste le principal bassin de production kenyan (70 % des roses kenyanes en proviennent encore), orienté principalement vers la qualité intermédiaire (*intermediate*) alors que les autres secteurs, plus élevés dans l'ensemble, sont orientés vers l'hybride de thé (*tea hybrid*) de qualité supérieure ou les *sprays*⁴. En 2007 (Brecht, 2007), la culture des fleurs, principalement des roses, couvrait environ 1 900 hectares (dont 1 200 sous serres) des 4 500 ha de la SAU étudiée, soit plus de 40 % de la SAU de Naivasha.

Carte 1 – Le Kenya et le marché de la rose



Source : Calas B., Carte n° 17, avril 2013

- 9 Moteur de cette reconversion économique, la trajectoire du ranch Oserian en est aussi exemplaire. Dans les années 1960, profitant de la baisse du prix de la terre due au départ de nombreux colons, Hans Zwager – employé de banque hollandais, arrivé au Kenya dans les années 1950, reconverti et enrichi dans le commerce de pesticides aux fermiers blancs - a racheté ce ranch de 2 000 hectares situé sur la rive sud du lac Naivasha. Cependant, « *for the most part, the 5 000 acres property remained little changed from its earliest origin. Much of it was still covered in indigeneous bush...* » (Zwager, 2005). Dans les années 1970, Zwager tenta la culture irriguée de légumes de contre-saison destinés à l'exportation. À la fin des années 1970, la *Commonwealth Development Corporation* britannique s'impliqua financièrement dans son entreprise maraîchère. Ensuite, au tout début des années 1980, Zwager reçut la visite d'un importateur de fleurs hollandais de ses amis qui lui suggéra de produire des statice⁵. Ceux-ci sont trop fragiles et trop peu valorisés sur le marché pour constituer un créneau très rentable. La rose grâce à sa capacité à voyager, sa durée de vie en vase relativement longue, sa valeur, a constitué la solution idéale. « Aujourd'hui, l'entreprise s'étend sur 190 ha, dont 80 ha dédiés à la seule production de fleurs de plein champ, en particulier de roses (50 % de la production). Environ 5 000 ouvriers travaillent sur cette ferme, dont une grande partie habitent sur place, avec leur famille » (Calas, 2011).
- 10 Le bassin de production compte environ une soixantaine de fermes de fleurs, de taille et de statut très variables. Beaucoup sont des unités de production délocalisées depuis la Hollande, dépendantes de groupes hollandais ou européens. Cependant, toutes ces fermes horticoles de Naivasha n'appartiennent pas à des étrangers. Si certaines des plus grandes sont effectivement la propriété de grands groupes transnationaux (les fermes Homegrown ont été rachetées par le groupe Finlay, filiale d'Unilever ; la ferme Sher Karuturi appartient à la holding de l'homme d'affaire de Bangalore, Karuturi), d'autres sont la propriété de sociétés horticoles européennes (Van den Berg par exemple⁶), hollandaises surtout. Par ailleurs, un certain nombre de fermes appartiennent à des Kenyans, hommes d'affaires noirs, indiens ou blancs, ou à des hommes politiques. A

Naivasha cohabitent donc des fermes très différentes les unes des autres : grosses unités dépendantes de multinationales du Nord (Finlay) ou du Sud (Karuturi), unités délocalisées d'Europe (Bila Shaka de Van Kleef), fermes appartenant à des expatriés (Bigot), fermes possédées par la bourgeoisie kenyane (Oserian). Il s'agit donc en fait d'abord d'une agglomération d'unités de production de fleurs coupées. Cependant, la taille de ces unités varie considérablement de la très grande entreprise : 160 hectares de serres pour les trois fermes de Sher Karuturi à l'entreprise de taille moyenne : une vingtaine d'hectares pour Nini farm. Officiellement, les liens qui unissent ces unités productives sont plus ceux de la concurrence que de la complémentarité. Cependant, les liens sont multiples. Par exemple, certaines de ces entreprises ont organisé un service de covoiturage des fleurs de Naivasha à l'aéroport de Nairobi afin de mutualiser les coûts et d'améliorer les cadencements. Des échanges de matériels, des dépannages, ont lieu qui renforcent les liens organisationnels.

- 11 Surtout, si les liens organisationnels officiels entre ces entreprises de production sont ténus, la production de fleurs a induit l'installation d'entreprises travaillant soit à l'amont, soit à l'aval de la production. En effet, la floriculture constitue une culture capitaliste (la construction d'une serre demande 100 000 euros par ha pour une serre moyenne, 400 000 euros pour une serre de très haute qualité), à haute intensité de main-d'œuvre (19 personnes à l'hectare au Kenya⁷), à haute intensité technologique (une variété de rose demande 7 ans de recherche pour être brevetée, nommée et avant d'être proposée aux producteurs), fortement consommatrice d'eau (3 à 9 l./m²/j) et d'intrants, très encadrée par les prescriptions d'un aval commercial situé au Nord et intraitable sur la qualité, la fraîcheur et de plus en plus la responsabilité écologique et éthique. Cette activité est donc très dépendante des commandes et des exigences consommatrices des sociétés du Nord où elle alimente un secteur participant de l'économie du luxe, du plaisir, de la mode et de l'économie symbolique. Il s'agit quasiment d'une industrie de pointe, mondialisée, aussi est-elle nécessairement intégrée dans une filière productive globale. Dans un processus classique d'induction verticale, la production a donc provoqué l'installation d'entrepreneurs, à l'amont et à l'aval.

Vers la constitution d'un *cluster*

- 12 C'est pourquoi aujourd'hui, autour du lac se pressent les acteurs de la filière : propriétaires ou exploitants-gérants de fermes, obtenteurs⁸, multiplicateurs, distributeurs d'intrants, représentants et vendeurs de serres, de systèmes automatisés de production, de systèmes d'irrigation, promoteurs de système de lutte biologique intégrée, consultants, auditeurs, certificateurs, grossistes, etc.⁹ Hollandais, Allemands, Israéliens, Polonais, Français, Italiens, Kenyans bien sûr, Tanzaniens, Sud-Africains, Australiens, etc. se côtoient, se croisent, se rencontrent, générant un cosmopolitisme impressionnant.
- 13 En 2009, la 7^e *Naivasha Horticultural Fair* permettait d'observer la composition de la grappe d'activités induites par la production de fleurs, en amont comme en aval. Sur une centaine d'exposants, une vingtaine proposaient des intrants ; 9 à l'irrigation et 5 aux équipements de contrôle de la qualité des eaux ; 14 étaient liés au *post-harvesting* (*packaging*, chaîne du frais, transport). Une dizaine d'obteneurs (principalement hollandais) exhibaient leurs nouvelles variétés. Parmi les 17 stands qui présentaient des activités de services, les institutionnels kenyans de la filière (*Kenya Flower Council*) côtoyaient des entreprises de certification et le service hollandais des douanes ! La part prise par les concessionnaires de voitures, camions, tracteurs était importante, puisque

cela représentait 10 % des exposants ! Début juin 2013, des centaines d'acheteurs de fleurs originaires de plus de 25 pays et de professionnels du secteur de l'horticulture sont venus à Nairobi à l'*International Floriculture Trade Exposition*¹⁰. Cette foire horticole - pas seulement consacrée aux roses - est en train de devenir un événement d'ampleur mondiale tant pour les acheteurs de fleurs que pour les fournisseurs de l'industrie horticole. Sur les 157 exposants, 20 % travaillaient pour l'amont de la production elle-même (construction de serres, fournitures d'intrants et de systèmes de lutte biologique intégrée, de systèmes d'irrigation, d'automatisation et de contrôle des eaux) ; 15 % proposaient leurs services de *post-harvesting* (*packaging*, *cool chain* et logistique) ; 15 % étaient des obtenteurs ; 20 % des exposants représentaient les institutionnels et les grossistes, enfin le reste était des producteurs, principalement du Kenya mais aussi des autres pays de la sous-région dont l'Éthiopie. En effet, cette foire a l'ambition d'être un événement régional en s'ouvrant à des producteurs étrangers. Cette seconde foire dépasse en rayonnement et en importance la première. De cette hiérarchie foraine, on peut déduire que le *cluster* de Naivasha s'inscrit dans l'ombre de la métropole de Nairobi et que la *clusterisation* participe de la dynamique de métropolisation. Se rencontrent donc des acteurs locaux, des acteurs localisés, des acteurs « glocaux », à cheval entre Naivasha-Nairobi et le reste du monde, et des acteurs mondialisés venus exprès pour l'occasion. Interrogés sur les raisons de leur présence à cette foire, la plupart avançait le caractère incontournable de l'événement, la possibilité de lier des contacts autrement impossibles à construire.

- 14 La zone vit donc au rythme de ces événements forains autant professionnels que sociaux, des annonces d'investissements, des échos et des présentations dans les grandes foires horticoles mondiales et des visites des grands entrepreneurs horticoles, des acheteurs des grands groupes européens comme Tesco ou Marks and Spencer¹¹, des comités de sélection des obtenteurs¹², des scientifiques, des consultants, etc. Ainsi en janvier 2013, les abords du lac bruissaient-ils de l'excitation du séjour pour la semaine sur le lac de Mr. Karuturi, propriétaire des fermes du même nom et premier producteur mondial de roses coupées. Elle vit aussi au rythme des visites des obtenteurs, des experts en irrigation, en forçage etc. Bref, de la vie de la chaîne de coopération et de valeur qui se greffe sur la filière de la rose coupée.
- 15 Il s'agit donc bien d'un *cluster* ie « un groupe d'entreprises et d'institutions associées, géographiquement proches et entretenant des relations de complémentarité entre elles » (Porter, 1998). Pecqueur (2006) précise que le *cluster* est un phénomène essentiellement urbain et dédié aux technologies de pointe, d'une taille qui compte à l'échelle des marchés internationaux. Et de citer les 250 000 employés de la *Silicon valley* ou les 50 000 personnes du *cluster* grenoblois des nanotechnologies. On est là dans les ordres de grandeur du *cluster* horticole kenyan.
- 16 Celui-ci se renforce actuellement, horizontalement et verticalement. D'abord, chaque producteur déclare fièrement son intention d'agrandir sa ferme et avance la bonne santé de son exploitation et les perspectives florissantes du business rose. Fait intéressant cependant, on note peu de nouvelles installations ces derniers temps. Le segment productif se renforce donc mais de l'intérieur plus que par l'installation de nouveaux investisseurs. L'intégration horizontale semble atteindre ses limites ce qui n'est pas le cas de la croissance des entreprises.
- 17 Le *cluster* se structure de plus en plus verticalement par la venue de nouveaux entrepreneurs concernés par les segments amont ou aval de la chaîne de coopération. Par

exemple, les obtenteurs se montrent de plus en plus intéressés par la zone. La plupart des grands obtenteurs mondiaux, d'origine hollandaise et allemande principalement mais pas seulement, ont installé une vitrine (*show case*) au Kenya. Si dans un premier temps, ils se répartissaient à parité entre Naivasha et la banlieue de Nairobi, ces acteurs incontournables de la filière horticole, moteurs de son innovation technique, se regroupent actuellement sur les bords du lac. Ainsi Kordes qui avait une vitrine à Karen dans la banlieue de Nairobi a-t-il déménagé à côté du *flower business park* de Naivasha dans le but de « se rapprocher de la clientèle – les producteurs – pour lui présenter les nouvelles variétés dans les conditions climatologiques moyennes du Kenya ». Leur présence inscrit donc Naivasha sur la carte mondiale de l'innovation horticole, au même titre qu'Aalsmeer ou les périphéries de Quito ! Leur présence renforce la centralité de la zone et son attractivité sur les acteurs du secteur horticole, du Kenya mais aussi d'Afrique orientale. Aussi les limites de ce *cluster* dépassent-elles la continuité du bassin versant pour englober l'ensemble des bassins de production est-africains, tanzaniens (autour d'Arusha), ougandais (autour d'Entebbe) voire rwandais (autour de Kigali). Sa configuration spatiale est donc tout à la fois aréolaire et réticulaire. Cette géographie est tout à fait cohérente avec les observations faites ailleurs.

- 18 Cette spectaculaire reconversion économique rend la région très attractive pour une population kenyane désespérément en quête d'emploi. D'après le recensement de 2009, 300 000 personnes résident désormais à moins de 5 km des rives du lac. C'est pendant les années 1989-1999 - les années du boom horticole à Naivasha - que la croissance de la population a été très forte (64 %), pour ensuite ralentir (13 % entre 1999 et 2009). Au total, le nombre de personnes vivant dans un rayon de 5 km autour du lac est passé de 50 000 en 1980 à 300 000 en 2009 ! Induit en grande partie par les emplois horticoles et leurs effets multiplicateurs, cet accroissement démographique spectaculaire se traduit par une fermeture paysagère – barbelés, murs, enclos, barrières, etc. – et la minéralisation progressive des espaces. Cette dynamique démographique contribue à construire une véritable *desakota*¹³, nébuleuse urbaine adjacente à une agglomération – Naivasha – elle-même en pleine croissance, puisqu'elle passe de 50 000 habitants en 1989 à près de 160 000 en 2009 ! La ville, ses faubourgs et les bourgs égrainés le long de la route circumlacustre abritent la main d'œuvre nécessaire aux fermes et aux activités induites. Dans un processus classique d'induction et d'accumulation, des marchés, des boutiques, des services, des promoteurs immobiliers profitent de la présence de ce prolétariat salarié. Un tiers de la population vivrait des roses et secondairement du tourisme, les deux autres tiers des effets induits et multiplicateurs des salaires distribués. Dès le début des années 2000, l'installation, précoce pour le Kenya, de « distributeurs » automatiques de billets et l'ouverture d'agences bancaires concrétisent cette urbanisation induite et maintenant partiellement auto-entretenu. Aujourd'hui sur le bassin versant du lac vivrait 1,6 % de la population kenyane qui produirait 2,1 % du PNB national (WWF, 2012).
- 19 Quels sont les facteurs explicatifs de cette reconversion horticole et de la plasticité du territoire ?

Facteurs explicatifs de la plasticité des territoires

Ressources génériques et externalités positives ...

- 20 Au regard des exigences de la rose, les aménités physiques et les services écologiques de la situation équatoriale d'altitude constituent une première série de ressources attractives pour des investisseurs. L'intensité et la régularité de l'apport de lumière zénithale, la température équatoriale étale mais modérée par l'altitude, la disponibilité en eau, la modération des précipitations conviennent à la rose : celle-ci a besoin d'une température diurne comprise entre 22 et 27° et d'une température nocturne comprise entre 13 et 16° (Calas, 2011).
- 21 Fleur d'une photosynthèse idéalement activée par la situation équatoriale d'altitude, la rose est constituée à 80 % d'eau. A Naivasha, un m² de rosiers, soit 8 plants en moyenne, réclame entre 4 et 9 l. d'eau par jour, selon la saison et l'altitude. C'est pourquoi la disponibilité en eau constitue une ressource importante pour les horticulteurs et un facteur de localisation récurrent (Fautras, 2013). La présence du lac et des nappes phréatiques ont donc été très tôt un facteur attractif pour les entrepreneurs¹⁴. La rive sud du lac avait été équipée de forages par les éleveurs coloniaux. C'est une des raisons qui expliquent la dissymétrie de la localisation des serres au profit de la zone sud. On peut donc envisager la culture des roses comme une activité minière, extractrice d'eau et de lumière. Cependant, il s'agit là d'une ressource générique au sens où certains des sites éthiopiens par exemple sont également localisés à côté des lacs de la Rift Valley.
- 22 Le sous-développement ne présente pas que des contraintes pour l'entrepreneur, notamment parce qu'il trouve dans les États dits sous-développés des gisements de main-d'œuvre disponible, docile. La main-d'œuvre nombreuse (20 ouvriers par hectare en moyenne, dont 50 % dans les serres et 50 % dans le traitement post-coupe (le *post-harvesting*) et la maintenance des infrastructures) représente 1/3 des coûts de production des floriculteurs kenyans. Aussi les entrepreneurs ont-ils l'œil sur les différentiels de salaire moyen. Au Kenya, le travail ne coûte guère : les salaires de base des ouvrières horticoles tournent autour de 70 euros par mois (mais compte tenu du marché de l'emploi local, ce salaire et surtout sa régularité sécurisante sont attractifs pour les ouvrières), auxquels il faut ajouter une allocation logement, une assurance santé et des possibilités d'éducatons pour les enfants.
- 23 Cependant, toutes les situations de sous-développement intertropicales n'auraient pas été pareillement bénéfiques pour la floriculture. Naivasha combine aménités tropicales et «ressources» du sous-développement à un certain nombre d'externalités positives offertes par un relativement bon niveau d'équipement : route asphaltée, réseau électrique, et surtout la proximité d'un aéroport international performant, bien relié aux capitales du Nord voire désormais des pays émergents et du Golfe dont les classes moyennes et les *flower parks* constituent le débouché croissant de la rose. L'aéroport de Nairobi - *Jomo Kenyatta International Airport* - est situé à une centaine de kilomètres des serres, soit entre une à trois heures de transport routier selon les embouteillages. Il est un des aéroports les plus performants d'Afrique et dispose d'une importante zone de fret, orientée notamment vers le transport de *perishables*. Autorisée par le libéralisme kenyan, la compétition que s'y livrent plusieurs compagnies de fret pousse à la diminution des tarifs de fret et à une amélioration de la qualité de prestations. Invités à comparer la

situation kenyane à la situation éthiopienne, la plupart des acteurs de la filière kenyane insistent sur cet aspect en déplorant la mainmise excessive d'*Ethiopian Airline* sur la plateforme logistique d'Addis, mainmise qui expliquerait l'absence de concurrence, les tarifs élevés et surtout une qualité de prestations déplorable. Le fait que l'État kenyan ne pratique pas de nationalisme aéroportuaire et n'esquive pas la compétition aéronautique incite les acteurs du fret international à favoriser Nairobi, pour le plus grand bien des horticulteurs.

- 24 Au début des années 1980, la mise en service de la centrale géothermique d'Ol Karia, sans être explicitement liée au projet horticole, a sans doute contribué à l'extension des serres aux abords du lac. En effet, l'électrification précoce des abords du lac, grâce à Ken Gen et à *Kenya Power and Lighting Company*¹⁵ a rapidement intéressé les entrepreneurs. La floriculture – même tropicale – est consommatrice d'énergie, pour ses pompes d'irrigation, ses systèmes de « fertirrigation », ses chambres froides (avant expédition, les fleurs coupées sont entreposées dans des *cool rooms* à 4-6°C), ses grillages de sécurité, ses systèmes électroniques. Quoique considérablement moins énergivores que les serres hollandaises (c'est d'ailleurs une des raisons de l'installation des horticulteurs bataves à Naivasha), les installations kenyanes n'en réclament pas moins un approvisionnement électrique régulier et sûr. Situées sur le trajet de la ligne à haute tension entre la centrale géothermique et Nairobi, alimentées régulièrement en électricité, les fermes de Naivasha n'utilisent que rarement leur groupe électrogène quand celles de la banlieue de Nairobi, du Laikipia plateau et de Trans Nzoia y ont un recours fréquent, ce qui pèse sur leurs coûts de production et leur compétitivité.
- 25 Cependant, « l'offre de ressources ne saurait être réduite à une disponibilité en facteurs standardisés de production (main d'œuvre, infrastructures, offre foncière, etc.) caractérisée par un système de prix relatifs. Cette offre sera considérée ici comme un potentiel de ressources construites par les acteurs locaux, à travers des processus d'innovation et d'apprentissage. A ce titre, il paraît légitime de s'intéresser aux fondements des dynamiques de construction de ressources qui, par-delà les questions de dotations factorielles, tendent à constituer le facteur majeur de différenciation des territoires (...) » (Colletis, Gilly, *et alii*, 1997).

... révélées par la dynamique de la mondialisation

- 26 La transformation des ressources (facteurs potentiels) en actifs (facteurs en activité) n'est opérée que lorsqu'un événement déclencheur, catalyseur, pousse les acteurs à changer de système productif. Cette transformation s'est faite à l'occasion d'un événement globalisateur. La dynamique de la mondialisation a joué là le rôle de contrainte innovante.
- 27 Le coup d'envoi de la tropicalisation de la floriculture européenne mais aussi américaine (Ziegler, 2007) a été donné en 1973, quand l'augmentation des prix de l'énergie a été répercutée sur le prix des fleurs et quand les gestionnaires des criées coopératives hollandaises ont autorisé la vente de fleurs importées sur les marchés au cadran, jusque-là réservés aux seuls produits néerlandais. La conjonction de ces deux événements : contrainte productive liée aux prix de l'énergie et opportunité commerciale liée à l'ouverture des marchés aux produits venus de l'étranger a donné le signal de la délocalisation, qu'il faut considérer ici comme une innovation en réponse au problème de la cherté des prix de l'énergie et du renchérissement de la main-d'oeuvre. Les

délocalisations se sont accélérées dans les années 1990 quand la multiplication des prescriptions environnementales contraignantes pour l'agriculture et la floriculture hollandaises (Wijnen, 2002) a encore augmenté les coûts de production aux Pays-Bas.

- 28 Par ailleurs, autorisée par la révolution technique du fret des années 1980, la dérégulation du transport aérien des années 1990 a permis aux *perishables*, dont les fleurs, de rejoindre très rapidement et à faible coût les rayonnages des supermarchés et les étals des marchés des pays du Nord. La démocratisation de la consommation de fleurs a été à la fois le moteur et la conséquence de cette évolution. L'augmentation de la demande a été satisfaite/autorisée grâce à la possibilité logistique, commerciale et légale d'importer des fleurs et des fruits, de contre-saison. Au total, la mondialisation a permis aux roses tropicales de s'insérer de manière compétitive sur les criées hollandaises.
- 29 La comparaison entre les coûts de production d'une rose hollandaise et d'une rose africaine - en l'occurrence éthiopienne - souligne les facteurs de la compétitivité des roses tropicales par rapport aux roses tempérées¹⁶.

Tableau 2 – Coûts de production et avantages comparatifs de la Hollande et de l'Éthiopie

	Hollandaise	Ethiopienne	Unité
Prix de vente moyen d'une rose <i>tea hybrid</i> (enchères 2009)	0,3	0,15	Euros/Tige
Prix de vente moyen d'une <i>sweetheart</i> (enchères 2009)	0,09	0,1	Euros/Tige
Investissement	75-100	25	Euros/m ²
Coûts de production (hors main-d'œuvre)	0,16	0,044	Euros/Tige
Coûts de transport	0,0055	0,06	Euros/Tige
Salaires horaires moyens	30	0,5	Euro/heure
Main-d'œuvre	1,7	8	Heures/m ² /an
Coût total de la main-d'œuvre	0,165	0,016	Euros/tige
Dépenses énergétiques	19,25 MJ (1/3 pour le chauffage et 2/3 pour l'éclairage) = 100 m ³ de gaz naturel/m ² /an	0,8 MJ (transports jusqu'aux criées)	MJ d'énergie primaire/tige
Production annuelle moyenne	250-300	250-260	En tiges/m ²
Chiffre d'affaire	80-100	30-35	Euros/m ² /an

Source : De Viers M., mai 2010.

- 30 Ce tableau photographie les avantages et désavantages comparatifs des produits africains et hollandais. Sans surprise, les roses hollandaises souffrent d'une énergie et d'une main d'œuvre coûteuses et de frais d'amortissement élevés et les roses éthiopiennes d'un prix de vente moyen plus faible (dû à des variétés moins prestigieuses et de moindre qualité) et de frais de transport élevés. La qualité des cultivars et la proximité des marchés avantagent la Hollande, les faibles coûts de production bénéficient à l'Éthiopie.
- 31 Cependant, au-delà de ces chiffres, qui soulignent les avantages comparatifs de l'un ou de l'autre des sites, il faut se garder d'opposer les deux systèmes. Le dynamisme de l'horticulture africaine n'est pas le positif du déclin de l'horticulture européenne, hollandaise en particulier. Certes, les superficies et les volumes de la production européenne en général, hollandaise en particulier ont diminué et des délocalisations nombreuses ont eu lieu. Mais, pour le moment, la valeur de la production batave résiste, ce qui prouve que les délocalisations participent pleinement à la stratégie d'adaptation

des producteurs hollandais (Calas, 2013). Dans le contexte d'un accroissement de la demande et de la production, ces délocalisations se combinent à une intensification des unités hollandaises en partie basée sur des ententes avec les obtenteurs qui, souvent en raison non pas de contrats formels mais de liens interpersonnels forts, réservent aux producteurs hollandais et européens les variétés les plus récentes, les plus appréciées et de meilleure qualité quand les producteurs d'Afrique sont contraints de se tourner vers des variétés plus productives mais plus anciennes ou de moins bonne qualité, qui se vendent donc moins cher. Cette différenciation/spécialisation passe parfois à l'intérieur d'une même société, entre fermes hollandaises et fermes tropicales. Ainsi la ferme Bila Shaka¹⁷ appartient-elle à l'entreprise hollandaise Van Kleef détenue par deux sœurs, dont l'une gère la maison-mère en Hollande et l'autre les unités africaines, dont Bila Shaka. Le bassin productif kenyan et plus spécialement celui de Naivasha s'inscrit donc partiellement en complémentarité et non pas en totale opposition avec les bassins productifs de l'hémisphère nord.

- 32 Au total, le *cluster* de Naivasha est lié par des liens institutionnels, techniques, commerciaux, contractuels très forts aux *clusters* horticoles du Nord, notamment hollandais, et dépend des commandes effectuées depuis Amsterdam ou Londres (les roses sont exportées pour les 2/3 en Hollande et pour 25 % au Royaume Uni, souvent via la Hollande) (Calas, 2013). Ce *cluster* représente un Système Productif Localisé métropolitain. En effet, malgré la distance (100 km) et la ruralité des espaces qui séparent Naivasha de Nairobi (les hautes terres kikuyu, en particulier le plateau Lari), ce *cluster* participe pleinement du district agro-urbain nairobiens¹⁸ et fonctionne comme un espace de la métropole kenyane.

« Un si petit monde »

- 33 Cependant, il convient de se départir de l'illusion historique qui consisterait à attribuer à la mondialisation le rôle d'un acteur alors qu'elle est tout au plus un agent, tout autant que de l'illusion géographique qui consisterait à déduire mécaniquement de la seule proximité spatiale des serres et de la seule intégration verticale, la réalité de ce *cluster*. « Il ne suffit pas de se trouver à une faible distance d'un autre producteur... pour que la collaboration se révèle féconde, voire possède un sens. Il est au contraire avant tout nécessaire qu'existe une proximité organisationnelle entre les unités de production » (Torre, 2000). Une observation de *la comédie humaine* qui se joue entre les serres est donc nécessaire pour comprendre l'intérêt qu'un investisseur a à se rapprocher de ses concurrents plutôt qu'à s'en éloigner. Il faut évaluer la réalité des relations économiques, organisationnelles, institutionnelles, indispensables à la *clusterisation*.
- 34 Dans le but de diversifier l'économie par trop centrée sur les cultures de rente traditionnelles : café, thé et le tourisme, l'État kenyan a très tôt cherché à attirer les investisseurs étrangers en pratiquant un laisser faire rassurant. Créée en 1967, la *Horticultural and Crops Development Authority* ne demande que 5 000 US \$ pour une licence d'exportation (Mitiambo, 2005). L'État kenyan est d'autant plus accommodant avec les investisseurs horticoles que de nombreux hommes politiques locaux ont investi dans l'horticulture¹⁹. Aujourd'hui, l'État kenyan a dépassé le stade des subventions et des incitations fiscales et il intervient d'abord en protecteur de l'industrie horticole. Ainsi lors des événements post-électorales de janvier 2008 dont Naivasha a été l'un des épiscopales, l'armée a-t-elle très tôt et à la demande du monde économique instauré un

système de convois pour acheminer en sécurité les roses des serres de Naivasha à l'aéroport de Nairobi. Quand en août 2013, l'incendie du terminal-passagers de l'aéroport de Nairobi a menacé de bloquer toutes les opérations aéroportuaires, le premier geste des autorités, après avoir circonscrit le sinistre et s'être assuré qu'aucune victime n'était à déplorer, a été de rassurer les médias sur le bon fonctionnement du terminal et des vols fret. L'environnement institutionnel local est donc favorable à l'horticulture. Il reste un adjuvant précieux de l'éclosion des roses sur les rives du lac Naivasha.

- 35 Cet État libéral et stable a rendu possible la rencontre précoce entre investisseurs du Nord et cadres au Sud. En effet, ce *cluster* est né de la rencontre entre des groupes qui avaient chacun un problème productif à résoudre : d'une part au Sud la déréliction des ranches extensifs hérités de la colonisation, d'autre part au Nord le renchérissement des coûts de production dans les serres.
- 36 C'est donc la persistance du contrôle exercé sur certaines terres par les héritiers des élites coloniales après l'Indépendance mais aussi la relative disponibilité - d'une certaine façon leur *vacance* économique (Bachimon, 2013) - de certains cadres agricoles coloniaux, qui a permis la domestication d'un modèle productif transféré du Nord. A cause de/grâce à la césure de l'Indépendance, cette vacance forcée a posé un problème aux entrepreneurs locaux et leur a permis « de prendre part au renouvellement des conditions de l'activité » (Zimmermann, 2002). Au cours des années 1970-1980, sous la pression de cette contrainte économique, ils ont cherché à innover en reconvertissant leurs exploitations, par une série d'essais successifs (légumes : la région produit encore 20 % des légumes d'exportation kenyans, puis statiques et enfin roses). Ils ont assuré à la région « sa capacité à s'inclure activement dans les circuits globaux sans hypothéquer voire en renforçant la dimension locale, territoriale des cohérences » (*ibid.*).
- 37 De même, le renchérissement des coûts de production en Europe a posé un problème productif aux horticulteurs et les a forcés à innover, ici géographiquement, en déplaçant une partie de la production et des investissements nécessaires pour répondre à l'accroissement phénoménal de la demande dans les années 1980-2010. La rencontre productive entre ces acteurs venus d'horizons différents a eu lieu dans les années 1970-1980.
- 38 La sociologie des cadres de l'horticulture kenyane reflète cette rencontre « globale ». En effet, si de prime abord elle tend à corroborer l'idée d'une résilience post-coloniale, l'observation vient nuancer cette impression. Certes, un certain nombre de propriétaires et plus encore de managers de fermes descendent bien des colons. Par exemple, la ferme Panda Flower est dirigée par Richard Hechké, Kenyan blanc ayant travaillé dans les plantations de thé de Kericho puis de Limuru. Ol Njowara appartient à un grec installé au Kenya depuis des décennies. En 2010, Nini farm était managée par Ruth Vaughan, fille d'un ancien fermier blanc et co-organisatrice de la 7^e Naivasha Horticultural fair. Une fraction non négligeable des cadres de l'horticulture vient du Zimbabwe, d'Afrique du Sud ou d'Océanie ou se sont mariés avec des enfants du pays, fils ou fille de colon ou de riche bourgeois noir. A Uhuru farm, c'est Yvan un « Zim »²⁰ qui a investi au Kenya ; de l'autre côté de la route, à Lobelia farm, un fermier sud-africain. Les liens entre les anciennes terres de l'Empire britannique participent évidemment de ce recrutement et contribuent à l'image post-coloniale de la filière.
- 39 Cependant, une lecture purement post-coloniale de l'encadrement des fermes horticoles serait réductrice. En effet, le groupe se renouvelle constamment par l'arrivée régulière de jeunes diplômés, d'investisseurs nouveaux, de stagiaires, de spécialistes divers, sans lien

avec le passé colonial. Cela contribue à ouvrir son recrutement au-delà des seuls horizons sociaux de la post-colonie. Des Américains, des Israéliens se rencontrent, fréquemment. De plus en plus de diplômés des anciens pays du bloc soviétique aussi. A Bila Shaka, un jeune Hollandais, formé à Toulouse, prend soin du *show case* de l'obtenteur allemand Tantau quand, de l'autre côté du lac, c'est un jeune français qui s'occupe de celui de l'obtenteur hollandais Nirp. Enfin, un bon tiers des cadres de l'industrie horticole sont des Kenyans, parfois des Tanzaniens ou des Ougandais. Sortis des meilleures universités ou formés au cours de stages à l'étranger, ils adhèrent complètement aux valeurs de l'encadrement.

- 40 Les notions de « bloc d'assimilation réciproque » (Bayard, 1989) ou de « coalition de croissance » pourraient rendre compte de la constitution de ce groupe élitare dont les membres sont liés par des intérêts professionnels, une éthique et des manières de vivre qui transcendent leurs origines. Zimmermann (2002) de conclure que ces *small worlds* - s'il en est c'est bien ceux que constituent les microsociétés d'horticulteurs, de Naivasha comme de Hollande - ont la propriété remarquable de « combiner une dose modérée de relations globales et un maillage local significatif » (*ibid.*). « Agents situés à la fois là et ailleurs », cette définition convient aux acteurs du secteur horticole autant qu'aux investisseurs coloniaux. Evidemment, il s'agit d'un cercle aux dimensions extrêmement réduites, dont le ciment social repose sur une très forte interconnaissance personnelle et sur une intense sociabilité de fin de semaine.
- 41 En effet, la proximité - dans sa dimension spatiale mais aussi idéologique, autrement dit géographique - est fondamentale pour, au-delà des liens organisationnels structurels entre les entreprises, expliquer le succès des *clusters* industriels (Zimmermann, *ibid.*). La plupart des auteurs qui ont théorisé les notions de *cluster*, de SPL, de SYAL insistent sur l'importance des mécaniques d'acculturation, de socialisation. Les relations de réciprocité sont souvent mises en avant pour compléter les relations purement marchandes et techniques nécessaires à la *clusterisation*. Comment cette proximité se construit-elle ? A Naivasha, comme sans doute ailleurs, elle repose sur des préoccupations communes, des lieux de fréquentation communs, une mémoire collective commune.
- 42 Au nombre des préoccupations qui rapprochent les cadres de l'horticulture et les fondent dans un *small world*, se trouvent les considérations professionnelles et les considérations sécuritaires.
- 43 Le tournant cognitif qu'a pris l'industrie contribue à faire de la proximité un facteur essentiel des synergies productives. Dans l'horticulture comme dans les industries de pointe, il faut être au courant des évolutions en cours, des tendances, des nouveautés, des obsolescences, des risques nouveaux, etc. La proximité joue un rôle essentiel dans la structuration professionnelle des territoires productifs. Par ailleurs, la rose relève de l'économie de la distinction dans laquelle les effets de mode sont déterminants, aussi importe-t-il aux chefs de culture, aux gérants de se tenir informé des tendances en cours afin de choisir leurs variétés, de bâtir leur stratégie de mise en culture. Cette nécessité justifie des liens étroits quoiqu'informels entre les cadres des unités de production. Ceux-ci sont à la fois concurrents et « connivents ». La convivialité officieuse permet de gérer ce paradoxe et de construire des liens, sans contrat.
- 44 Ensuite, les membres de ce petit monde sont en permanence en contact les uns avec les autres - par radio comme par téléphone, radio, SMS, ou réseaux sociaux - pour des raisons sécuritaires (*for security reasons*). La moindre bagarre, le moindre accrochage sur une ferme, le moindre accident de voiture, *a fortiori* le moindre braquage ou tentative de

car jacking sont immédiatement relayés aux cadres des serres. Cette obsession sécuritaire contribue à accentuer l'obsidionalité de ce petit monde, le cimentant un peu plus.

- 45 La combinaison de ces préoccupations professionnelles et de ces préoccupations sécuritaires solidifie ce sentiment d'appartenance communautaire.
- 46 Cette proximité se construit autour de certains lieux. Certains bars, certains clubs comme le *Fisherman camp*, certains hôtels, certains restaurants comme la *Belle Inn*, certaines résidences, certains terrains de sport, aux abords du lac mais aussi dans les quartiers aisés de Nairobi, sont les espaces de cette convivialité et fonctionnent comme les hauts-lieux de cette micro-communauté. Obtenteurs, producteurs, logisticiens, fournisseurs d'intrants s'y côtoient et y nouent des liens qui serviront au cours des affaires. Ces hauts lieux servent donc de « lieux de condensation » à ce *small world* horticole. Ils vitalisent une conscience territoriale - socio-spatiale - en partie fondée sur une mythologie entrepreneuriale mais aussi environnementale et en partie coloniale. En effet, dans leur décoration, leur architecture, leur localisation, certains des hauts lieux de sociabilité et de loisir de ce petit monde recyclent les bribes d'une histoire qui met en résonnance faits et gestes de quelques colons, de quelques stars de cinéma, de quelques nobles et sommités environnementales européens, faits divers dignes de la presse *people*. Des enquêtes plus approfondies montreraient sans doute que ce recyclage récite une mémoire colonialo-environnementale (non pas une histoire) qui contribue à édifier les « étrangers », nouveaux venus, cadres de l'industrie de la rose, expatriés et à les cimenter à la communauté autour d'une identité composite, combinant éléments chromatiques, historiques et économiques. Ces hauts lieux jouent le rôle de monuments, au sens quasi-gottmanien du terme, *ie* des lieux fixes, porteurs d'une iconographie destinée à lutter contre la mobilité et la fluidité d'une construction sociale travaillée par les migrations. S'y déroulent souvent des événements festifs comme le *Naivasha fashion week end* ou la *Hell's gate wheelbarrow race* qui renforcent l'édification identitaire.
- 47 Ce *small world* joue donc un rôle essentiel dans la structuration géographique du *cluster* horticole de Naivasha. Cependant, pour expliquer son attractivité cumulative sur les investisseurs, il faut faire intervenir d'autres facteurs que les simples ressources génériques ou que la seule présence de ce « petit monde ». Elle réside aussi dans les processus de différenciation liés à la qualification et dans la territorialisation en cours.

Un surplus territorial fragile

- 48 Pour les entrepreneurs, la question qui se pose est celle de leur fidélité à l'espace d'accueil et au-delà celle de l'ancrage ou de la nomadité des firmes. En effet, « la pérennité de la firme, voire sa compétitivité, dépend ... [parfois] de sa capacité à préserver sa nomadité (donc de la réversibilité de ses engagements territoriaux) et à jouer d'elle. Par sa nomadité, elle dissocie son destin de celui d'un territoire donné » (Colletis *et al.*,¹⁹⁹⁷). Voit-on apparaître cela à Naivasha ?
- 49 Après les événements post-électorales de 2008, la levée des exemptions fiscales, les augmentations d'impôts, des départs ont eu lieu, notamment vers l'Éthiopie. L'explosion horticole éthiopienne date bien de cette période. Cependant, contrairement à ce qui avait été prédit, seules quelques firmes (par exemple, Sher Agency qui a vendu ses serres à Karuturi pour s'installer en Éthiopie) ont quitté le Kenya pour l'Éthiopie. Le boom horticole éthiopien repose plus sur de nouveaux investissements que sur des délocalisations depuis le Kenya. Cela tendrait à prouver la fidélité territoriale de la

plupart des entrepreneurs et l'existence d'un surplus territorial qui ne se limite pas aux ressources, externalités et actifs génériques, similaires à ceux qu'on trouve en Éthiopie. En quoi consiste ce surplus territorial ?

- 50 Le relativement faible coût de la main-d'œuvre n'est pas seul en jeu dans la décision d'investissement : la qualité de la main-d'œuvre a été et reste un facteur important de l'attractivité kenyane. Selon le *Global Competitiveness Report* de 2006, sur 125 États, se classant au 31^e rang pour la qualité de ses institutions de recherche scientifique, au 34^e pour les dépenses de R&D privées et au 52^e pour sa capacité d'innovation, le Kenya offre un environnement unique en Afrique sub-saharienne (RSA exceptée). Le taux d'alphabétisation élevé permet aux entrepreneurs de disposer d'une main-d'œuvre de qualité²¹ dont la productivité dépasse encore celle des pays voisins (Hornberger et alii, 2007). Cette qualité de la main-d'œuvre est donc un facteur différenciateur important. A cela, il faut ajouter que cette main-d'œuvre est désormais, notamment pour ce qui concerne les échelons intermédiaires, formée à l'horticulture et à ses problématiques. Pecqueur (2007) invoque « le patrimoine cognitif collectif construit localement dans l'histoire longue » pour expliquer la *clusterisation* au cœur du « tournant territorial de la globalisation ». Naivasha semble prouver qu'il n'est point besoin de siècles pour arriver à un tel résultat et qu'un processus d'apprentissage et de qualification professionnelle peut rapidement se mettre en place.
- 51 Il faut aussi invoquer la relative cohésion sociale, au niveau de l'élite évidemment mais aussi au niveau des ouvriers. La plupart des patrons ne rechignent pas, notamment pour obtenir les fameux labels liés à l'éthique, à discuter avec des représentants du personnel. Plus encore, le sentiment et la fierté d'appartenir à une sorte d'élite ouvrière, l'adhésion de cette main-d'œuvre au projet entrepreneurial (les différends entre les ouvriers et les patrons portent sur le salaire, la protection sociale, les dispositifs de sécurité, les rapports de genre à l'intérieur des serres et des ateliers mais pas sur le projet entrepreneurial en tant que tel – le « enrichissez-vous » et ses modalités politiques ne sont jamais discutés) fondent une relative stabilité à l'intérieur des entreprises. Par ailleurs, les salaires distribués et réinvestis, sur place ou au village²² et l'accès à l'éducation permettent une réelle promotion sociale – notamment pour les femmes – qui contribue à pacifier le climat social dans les serres. Cette main d'œuvre est relativement stable et le *turn over* relativement faible. Depuis janvier 2008²³, le sentiment partagé d'avoir frôlé la catastrophe et d'être assis sur un volcan a incité à un travail de médiation en profondeur qui s'est par exemple manifesté au début de l'année 2013 par l'initiative *Flower for peace* et par la mise sur pied de conseils de conciliation interethnique. Au-delà d'une apparente perméabilité au conflit, la société kenyane génère des mécanismes de régulation qui ne laissent pas insensibles les investisseurs.
- 52 L'existence de ce surplus territorial lié en particulier à la qualité de la main-d'œuvre expliquerait que malgré la proximité éthiopienne, malgré les politiques publiques éthiopiennes attractives, malgré l'insécurité et l'instabilité politique kenyanes, malgré des coûts de production plus faibles en Éthiopie, malgré la plus petite distance entre Addis et les marchés, malgré la différence de traitement douanier par l'Union Européenne des produits d'un PMA comme l'Éthiopie et d'un pays intermédiaire comme le Kenya²⁴, Naivasha reste attractif pour la plupart des entrepreneurs horticoles qui hésiteraient à nomadiser.
- 53 La question de la territorialisation : malentendu postcolonial et territorialisation aux forceps autour de la question environnementale se pose. En effet, si on ne doit pas

demander à des entrepreneurs de prendre en charge le développement territorial, par contre, on peut s'attendre à les voir participer à l'élaboration de compromis, de conciliation ou de compensation qui, sans faire forcément converger des intérêts contradictoires, manifestent l'adhésion des parties prenantes à une territorialisation. Pour ce faire la condition nécessaire est l'émergence d'une gouvernance locale, la construction d'une arène de débat et l'élaboration d'un espace de compromis, de conciliation entre les entrepreneurs, la société civile et les acteurs politiques. L'implication des entrepreneurs dans les organes de construction territoriale et dans les débats politiques est un indicateur puissant de leur fidélité territoriale non pas romantique (encore que chez certains l'adhérence identitaire joue à plein) mais intéressée. Y-a-t-il territorialisation à Naivasha ? Il semble qu'y règne la plus grande cacophonie. En effet, autour de la quadruple question de l'environnement, de la redistribution fiscale, de l'appropriation foncière et du développement, le débat entre les politiciens locaux, les associations de défense de l'environnement, une association de producteurs de roses, une association des propriétaires terriens²⁵ qui sont parfois aussi des membres influents de la précédente et des associations de défense de l'environnement est des plus confus et dérape souvent. Les termes portent sur la légitimité des uns (les entrepreneurs) et des autres (les hommes politiques), dans leurs diversités respectives, à parler pour le territoire. Non soldé, le contentieux d'appartenance ou de légitimité empêche une territorialisation sereine et constitue une hypothèque pour l'avenir du *cluster* horticole.

54 Le fait que ce *small world* se constitue par accréation autour des « permanents » descendants du monde colonial, qu'une filiation directe puisse être établie entre la tenure actuelle et le patrimoine colonial et que les animateurs institutionnels du *cluster* soient souvent apparentés aux « étrangers permanents » alimente les amalgames et les malentendus, dommageables à une médiation territoriale efficace. Le fait aussi que cette sociabilité se développe dans des hauts lieux de la société coloniale entretient encore ces confusions et ce d'autant plus que ces lieux de sociabilité, de loisir jouent du recyclage de la mythologie coloniale. En effet, au-delà de sa réalité sociologique composite, ce *small world* nourrit les accusations de néo-colonialisme lancées par les hommes médiatico-politiques locaux. Ceux-ci réalimentent à l'envie la rhétorique anti-colonialiste, à la base de la mobilisation politique dans les années d'après-guerre et partie prenante d'un discours encore singulièrement prégnant dans la circonscription de Naivasha, voire au Kenya. La présence d'une minorité étrangère, minuscule mais très visible parce que chromatiquement différente, parce qu'économiquement comme fonctionnellement dominante, parce qu'en partie liée à la colonisation, et désignée comme homogène, exogène et illégitime par des hommes politiques trop heureux de détourner les regards de leurs propres turpitudes (accaparement foncier, spéculation immobilière, corruption et abus de biens sociaux, etc.), avive rancœurs, griefs, récriminations et tensions qui se cristallisent autour de la triple question foncière, environnementale et fiscale.

55 Les accusations récurrentes d'évasion fiscale alimentent la controverse²⁶. *Kenya lost about Sh156 billion between 2000 and 2008 to illicit outflows of capital perpetuated by wealthy businesspeople and multinationals. These resources can finance about 70 per cent of Kenya's 2010/11 development budget of Sh222 billion. Global Financial Integrity (GFI) director Raymond Baker said intra-company deals represent about 50 to 60 per cent of cross-border trade where most of the money is lost through clever accounting. "I have never known a multinational, multibillion-dollar, multiproduct corporation that doesn't use fictitious transfer pricing in some part of its*

business to shift money in some of its entities,” Mr. Baker says. In a well-planned syndicate, and taking advantage of lack of expertise and weak laws Kenya, companies continue to shift profits to low tax jurisdictions and avoid taxes in countries where corporations have substantial trading operations – in what is called transfer pricing. Transfer pricing distorts trade and taxation. Transfer prices are abusive if the cost of purchases in countries with a high tax rate is inflated (overbilling) or the profits from sales are artificially reduced (under-billing)²⁷. On estime parfois à 100 millions de \$ le manque à gagner fiscal de telles pratiques de minimisation fiscale. C’est pourquoi l’un des griefs des hommes politiques kenyans à l’encontre des horticulteurs comme des entrepreneurs étrangers voire d’origine étrangère concerne leur très faible participation fiscale au développement local, autrement dit la propension qu’ils ont à échapper à la pression fiscale et à ne pas redistribuer localement une partie des bénéfices qu’ils réalisent grâce à l’exploitation des services environnementaux et de la main-d’œuvre locale. En retour, les accusations de corruption des hommes politiques fleurissent, toutes aussi documentées, et contribuent à envenimer le débat.

- 56 C’est aussi l’environnement, plus particulièrement dans sa dimension hydrologique, qui devient un opérateur spatial très efficace des tensions sociales et politiques locales (Fautras *et alii*, 2013). A mesure que s’impose la notion de services environnementaux, le débat politique porte sur l’impact de la mise en valeur, c’est-à-dire sur l’exploitation du milieu. Il se prolonge sur la question de l’ingérence écologique et des prescriptions environnementales internationales et dérive fréquemment sur la question de savoir qui peut légitimement parler au nom de la défense de l’environnement, c’est-à-dire du territoire ?

Conclusion

- 57 Finalement ce qui se joue n’est rien moins que l’interprétation locale de l’installation d’acteurs mondialisés : les entrepreneurs chinois seront-ils néocoloniaux ? Les descendants de colons restent-ils néo-coloniaux ? Un Zwager, hollandais de naissance « nationalisé » kenyan- peut-il espérer être considéré comme local ? C’est la récurrence de l’autochtonie, de l’origine et au final l’ethnicité obsessionnelle des lectures politiques déployées dans l’espace public kenyan qui se trouve questionnée. C’est le recyclage obsédant de cette problématique de l’allochtone et de l’autochtone qu’il convient d’interroger et, par-delà l’Indépendance, l’oubli de la dénonciation des inégalités économiques comme vecteur de mobilisation politique. Mais les gens – *ie* les travailleuses et les contremaîtres de Naivasha, les agriculteurs, les pasteurs, les petits commerçants, les opérateurs de *matatu*²⁸, les petits promoteurs immobiliers, les bourgeois, qui vivent aux abords du lac - qu’en pensent-ils ? Hors de l’influence démagogique et lobotomisatrice de leurs hommes politico-médiatiques et de l’aliénation routinière de la relation salariale ?
- 58 Cette territorialisation discutée, fragile, inachevée constitue-t-elle une hypothèque sur l’avenir du *cluster* ? Il est clair que le risque pays est un facteur répulsif important pour de nouveaux investisseurs. Cependant, le fonctionnement régulier et relativement efficace du *cluster*, l’avantage que constitue sa structuration antérieure par rapport à ses concurrents immédiats et mitoyens, sa localisation dans la tombée de la métropole de Nairobi jouent certainement en sa faveur. Des indices, des projets, des documents montrent cependant que les acteurs progressivement s’approprient, qu’une territorialisation s’opère, brouillonne mais réelle, médiatisée par certaines des plus

grandes ONG environnementalistes (WWF, IUCN) et développementalistes (Care) voire par la communauté internationale (Convention Ramsar). Des liens se nouent autour de projets de compensation entre l'amont et l'aval du bassin versant, entre horticulteurs et petits fermiers ; des projets de développement urbains sont financés par les horticulteurs. Un plan de gestion intégré est négocié entre les différents acteurs du bassin-versant. L'eau s'affiche comme l'objet transactionnel central, « territorialisant » et fédérateur.

- 59 « Dans les sociétés des pays du Sud (...) la notion de *cluster* illustre le caractère situé du développement de type industriel, tout comme les dynamiques territoriales de développement basées sur une sociabilité de réseaux, plus ou moins contextualisée dans des territoires, insérés dans une continuité historique et la continuité d'un espace de vie urbain ou rural » (Peemans 1997). C'est pourquoi, au total, il faut se poser la question de savoir si cette *clusterisation* débouche sur un processus de développement local ? La dynamique observée à Naivasha répond plus à la définition du développement local proposée par Piveteau, cité par Géraud Magrin, (2013) : « Le développement local combine une mobilisation d'acteurs locaux ancrés dans une même réalité socio-spatiale, une valorisation des ressources locales et une émergence productive » qu'à celle avancée dans le dictionnaire de Lévy-Lussault pour lesquels le développement local est une « dynamique multidimensionnelle et multiactorielle au sein d'une société locale consistant en la construction et la réalisation d'un projet de développement autocentré et endogène de cette société ». Néanmoins, c'est sans doute Harvey (2008, p. 39) qui suggérant qu'« un des intérêts du développement local, dans le contexte de la mondialisation est de créer des rentes de monopole en exaltant les spécificités locales qui valorisent la tradition ou les néo-traditions » résume sans aucun doute le plus justement la situation observée à Naivasha.
- 60 La région de Naivasha fonctionne comme le laboratoire d'un Kenya émergent. Les reconversions sectorielles y provoquent une recomposition socio-spatiale sous la forme d'un *cluster* qui arrime Naivasha à la métropole de Nairobi et, par-delà, aux dynamiques de la mondialisation. Cependant, elles n'empêchent pas, voire favorisent parce qu'ici elles s'en nourrissent, les recyclages de certains des héritages coloniaux. Cette dynamique n'induit cependant pas la résilience mécanique du système colonial même si le débat politique prête à le faire croire. Une autre façon de dire les choses ne serait-elle d'interpréter la colonisation comme la base de la modernisation actuelle, parce que seconde phase de la mondialisation post médiévale, dont nous vivons aujourd'hui la quatrième phase ? Inanité de la polémique autour de la question néocoloniale ?

BIBLIOGRAPHIE

Abdelmaki L., Courlet C., 1996. *Les nouvelles logiques du développement*, L'Harmattan.

Bachimon P., 2013. *Vacance des lieux*, Belin, collection Mappemonde.

Bedossa B., Letilly G., 2011. La crise économique mondiale de 2008-2009 : quels impacts dans les pays d'Afrique subsaharienne ? *Macroéconomie et Développement*, AFD-Paris, 2011-n°2.

- Birckel L., 2011. A toute vapeur ! La géothermie au Kenya. *Mambo*, IFRA-Nairobi, 8 p.
- Calas B., à paraître. Le pot aux roses de la *Shining India* : de l'inanité des modèles ou de la nécessité de la vérification terrain ? In Charlery de la Masselière et Calas B., (coords.), *Transects Dynamiques des Milieux et Sociétés tropicales*, Presses universitaires de Bordeaux, 12 p.
- Calas B., 2013. La rose mondialisée. *Carto* n° 17, mai-juin 2013, p. 41-44.
- Calas B., 2011. La rose kenyane : entre tropiques, hors sol et mondialisation. In Bart F. (dir.), *Natures tropicales Enjeux actuels et perspectives*, PUB, Espaces tropicaux, n° 20.
- Calas B., 2006. Dynamiques métropolitaines d'Afrique orientale. *Africa's Great Rift : diversity and unity*, Royal Academy of Overseas Sciences, Royal Museum for Central Africa, Brussels, p. 189-213
- Calas B., 2004. Une histoire noire : libéralisation caféière et dynamiques rurales au Kenya. In Margetic Ch. (dir.), *Dynamiques agro-industrielles et dynamiques rurales, Actes des XIX^{es} journées de géographie rurale d'Arras*, Artois Presses Université, Arras, p. 10-33.
- Colletis G., Gilly J.P., Pecqueur B., Perrat J. et Zimmermann J.B., 1997. Firmes et territoires : entre nomadisme et ancrage. *Espace et Sociétés*, n° spécial entreprise et territoire, n° 88/89, L'Harmattan, Paris.
- Courlet C., Ferguene A., 2003. Globalisation et territoire : le cas des SPL dans les pays en développement. *FACEF PESQUISA*, vol. 6, n. 3, p. 96-117.
- De Vries M., 2010. *Qualitative Comparison of Dutch and Ethiopian Rose Production Systems*. Manuscrit, Université de Groninge.
- Fauré Y., Labazée P., 2005. Les territoires productifs des agglomérations de PME dans les Sud : modèles et problèmes. In Antheaume B., Giraut F., *Le territoire est mort Vive les territoires*, IRD.
- Fautras M., Mauclaire M., Veith B., Blanchon D., Calas B., 2013. Objets transactionnels, environnement, territorialisations et développement en post-colonie : les poissons et les roses du lac Naivasha au Kenya. In Charlery de la Masselière B., Duvat-Magnan V., Thibaut B. (dirs.), *Dynamiques rurales dans les pays du Sud L'enjeu territorial*, Presses Universitaires du Mirail, p. 271-284.
- Hornberger K., et alii, 2007. Kenya's Cut-Flower Cluster. Harvard Business School, 30 p.
- Leloup F. et alii, 2003/4. Le développement local en Afrique de l'Ouest : quelle(s) réalité(s) possible(s) ? *Mondes en développement*, n° 124, p. 95-112.
- Lonsdale J., Leo Ch., 1988. Correspondence on Lonsdale's Review of Leo's Book "Land and Class in Kenya". *African Affairs*, Vol. 87, No. 349.
- Mac Cormick D., 2003. Faut-il favoriser les clusters industriels en Afrique ? *Le Courrier ACP-UE*, p. 33-35.
- Magrin G., 2013. *Voyage en Afrique rentière Une lecture géographique des trajectoires du développement*. Territoires en mouvement, Cirad-Publications de la Sorbonne.
- Maharajah N., Dorren G., 1994. *The Game of the Rose: The Third World in the global flower trade*. International books.
- Mitiambo P.M., 2005. *Value Chain Analysis for the flower industry in Kenya and Tanzania*. IDS, University of Sussex-England.
- Odingo R.S., 1971. *The Kenya Highlands Land Use and Agricultural Development*. East African Publishing House.

- Pecqueur B., 2007. L'économie territoriale : une autre analyse de la globalisation. *L'Économie politique*, 2007/1, n° 33, p. 41-52
- Pecqueur B., 2006. Le tournant territorial de l'économie globale. *Espaces et sociétés*, n° 124-125, p. 17-32.
- Perry B. D., 2011. *The structure and dynamics of cut flower export markets from Kenya and Ethiopia with particular reference to trade with Norway*. NUPI working paper 797.
- Porter M. E., 1998. Clusters and the New Economics of Competition. *Harvard Business Review*, nov-déc 1998.
- Republic of Kenya, 2012. *Lake Naivasha Basin Integrated Management Plan 2012-2022*. KWS-WWF, 113 p.
- Requier-Desjardins D., 2007. L'évolution du débat sur les SYAL : le regard d'un économiste. Association de Science régionale de Langue Française, *XLIII colloque de l'ASRDLF Grenoble-Chambéry*, juillet 2007, *Les dynamiques territoriales Débats et enjeux entre les différentes approches disciplinaires*, 14 p.
- Requier-Desjardins D., 1996. Décentralisation et dynamiques locales de production dans les pays en développement. *C3ED/UVSQ*. <http://mapage.noos.fr/RVD/denisJuillet2.htm>
- Schmitz H., 1995. Collective efficiency: growth path for small-scale industry. *Journal of Development Studies*, 31 (4), p. 529-566.
- Torre A., 2000. Economie de la proximité et activités agricoles et agro-alimentaires Eléments d'un programme de recherche. *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n° 3, p. 407-426.
- Wijnen M., 2002. *Les dynamiques des bassins de production de la rose aux Pays-Bas : les filières néerlandaises face aux mutations de leurs environnements*. Maîtrise de géographie, Université d'Arras.
- WWF, 2012. *Shared risk and opportunity in water resources Seeking a sustainable future for Lake Naivasha*. Gland-Suisse, 32 p.
- Ziegler C., 2007. *Favored Flowers Culture and Economy in a Global System*. Duke University Press.
- Zimmermann J.-B., 2002. « Grappes d'entreprises » et « petits mondes ». Une affaire de proximités. *Revue économique*, vol. 53, n° 3.
- Zwager H., 2005. *The Flowering Dutchman Horticulture in Harmony with Wildlife*. Naivasha, 300 p.

NOTES

1. «Un groupe d'entreprises et d'institutions associées, géographiquement proches et entretenant des relations de complémentarité entre elles » (Porter, 1998).
2. Situés au-dessus de 1 560 m. d'altitude, les White Highlands représentaient environ 25 % de la superficie du « Kenya utile ».
3. Au Kenya, la floriculture emploierait directement 90 000 personnes et en ferait vivre 500 000 (Kenya Flower Council, 2011).
4. Sur le marché européen, on peut acheter trois types de roses : les *sweethearts* (une tige de moins de 45 cm de longueur et un petit bouton), les *intermediates* (45 à 70 cm et un bouton moyen), les *tea hybrides* (plus de 70 cm et jusqu'à 110 cm de tige et un bouton d'au moins 6 cm de diamètre). A côté de ces variétés, on trouve, en vogue actuellement, les *sprays*, c'est-à-dire des variétés qui portent non plus un seul bouton mais plusieurs petits boutons.

5. Loin d'être anodines, ces précisions tirées de l'ouvrage de Zwager montrent l'importance des connections, internationales et intersectorielles pour expliquer la reconversion. Le capital social pèse là dans sa dimension institutionnelle comme spatiale. Elles montrent que pour être transformées en actifs les ressources locales demandent à être reconnues et révélées par des acteurs liés à l'englobant : soit des locaux voyageurs, soit des extérieurs. De manière intéressante, certains obtenteurs occidentaux –en particulier la famille Meilland- avaient repéré dès les années 1950-1960 les hautes terres tropicales comme de possibles lieux d'installation des unités de productions de roses. Communication personnelle de Blandine Veith, chercheur CNRS au Ladyss CNRS-UPONanterre.

6. Depuis 1900, l'entreprise Van den Berg produisait des légumes à une quarantaine de km au sud d'Amsterdam. Sa diversification vers la floriculture a débuté en 1975, son installation au Kenya (70 ha.) date de 2004. En 2007, la compagnie s'est installée en Chine (3 ha.), au Yunnan, pour produire pour le marché asiatique.

7. 3 au Pays Bas et 12 en Colombie-Equateur.

8. Les obtenteurs (breeders en anglais) inventent les variétés de roses. Le marché mondial est dominé par une vingtaine d'obteneurs, principalement occidentaux, allemands et hollandais au premier chef. Les obtenteurs font breveter les variétés commercialisables et les « louent » aux exploitants contre royalties. Les multiplicateurs sont les entrepreneurs qui multiplient les pieds de roses, offerts aux fermiers. Sur cet amont de la filière mes connaissances doivent beaucoup à Blandine Veith, chercheur CNRS au Ladyss-Nanterre.

9. Pour être précis, il faut ajouter qu'une partie des domaines coloniaux a été reconvertie dans le tourisme et la préservation de la nature.

10. De manière intéressante son directeur général est un Hollandais. Faute de pouvoir maintenir une hégémonie sans partage sur la production et sur la commercialisation, les Hollandais semblent bien décider à garder la main sur les activités stratégiques que sont d'une part l'obtention, d'autre part la structuration foraine et logistique de la filière. D'une certaine manière, le *cluster* horticole est-africain fonctionne comme une plate-forme industrielle satellite, en voie d'autonomisation cependant.

11. Marks and Spencer dépense 160 millions de £ au Kenya, pour des fleurs mais aussi le thé, le café, les légumes et fruits de contre-saison.

12.

13. Emprunté à l'indonésien, le terme *desakota* exprime la densification de l'habitat rural dans les hautes densités javanaises jusqu'à atteindre des formes quasi-urbaines. Elle exprime la densification, souvent linéaire, du bâti rural à un point tel qu'il s'agit d'une forme de transition vers l'agglomération urbaine. Les fonctions y restent cependant élémentaires, génériques. Les hautes densités rurales des hautes terres de la crête Congo-Nil au Rwanda-Burundi, celles du pays Gusii au Kenya évoluent dans cette direction. Voir Calas B. « Dynamiques métropolitaines d'Afrique orientale », *Africa's Great Rift : diversity and unity*, Royal Academy of Overseas Sciences, Royal Museum for Central Africa, Brussels, 2006, p.189-213 et Calas B., « Les densités : introduction à la géographie de l'Afrique orientale », *Espaces, populations et sociétés*, 1999-1, p. 53-65.

14. Au Kenya, 1 m³ d'eau rapporte 1,6 \$ dans la floriculture sous serre contre 1,25 \$ dans la floriculture de plain-champs, 0,04 \$ pour l'herbage, 0,18 \$ pour le fourrage, 0,73 \$ pour les légumes et 4,9 \$ pour les noix de macadamia ! (Becht, 2007). Ces valeurs sont à comparer à la productivité moyenne du m³ d'eau en Chine : 8 \$ et en Europe : 58 \$ (*The Economist*, 12-18 octobre 2013, p. 47-48)

15. Ken Gen est la compagnie qui produit de l'électricité, notamment à partir des possibilités géothermiques de la Rift Valley, KPLC est la société qui la distribue. Sur la géothermie, voir Birckel L., 2011, « A toute vapeur ! La géothermie au Kenya », *Mambo*, IFRA-Nairobi, 7 p.

16. En l'absence de données chiffrées sur le Kenya, j'ai choisi de présenter les valeurs pour l'Éthiopie, disponibles dans la bibliographie ! Pour une comparaison intercontinentale, les ordres de grandeur sont grossièrement les mêmes.

17. Bila Shaka est une ferme d'une trentaine d'hectares située sur la rive nord du lac.

18. Sur ce district agro-urbain, Calas B., « Une histoire noire : libéralisation caféière et dynamiques rurales au Kenya » In Margetic Ch. (dir.), *Dynamiques agro-industrielles et dynamiques rurales, Actes des XIXèmes journées de géographie rurale d'Arras*, Artois Presses Université, Arras, 2004, p. 10-33

19. Ainsi l'ancien président Moi possède-t-il une société –Sian Roses- qui compte 5 fermes totalisant 100 hectares de roses ; l'ancien ministre Nyachae détient une ferme de 35 hectares située à Juja ; l'ancienne ministre de l'Enseignement supérieur du gouvernement Kibaki, Sally Kosgei, possède elle aussi une ferme de fleurs dans la région d'Eldoret. Et la liste n'est pas close. Ces entrepreneurs politiques ont donc assez naturellement tendance à légiférer en accord avec leurs intérêts économiques.

20. Un Zimbabwéen.

21. L'avantage comparatif que constitue l'aisance avec laquelle la majorité des Kenyans parlent l'anglais et que je considérais comme « naturelle » et sans importance économique m'est apparue après un court séjour en Inde en mars 2012. Compte tenu du statut de l'Inde comme « la perle de l'Empire », compte tenu de son poids économique et de son aura de pays émergent, je m'attendais à rencontrer à Bangalore une situation linguistique encore meilleure qu'au Kenya. Ce qui n'est pas le cas, voir Calas B., à paraître 2014. En contrepoint, cela exprime l'avantage qualitatif et pas seulement financier que représente la main-d'œuvre kenyane pour les entrepreneurs.

22. Dans le cadre d'un projet de recherche européen, le projet « Rurban », une enquête est prévue pour, à partir de l'exemple des serres de la région d'Arusha et Moshi en Tanzanie, identifier les lieux (le proche ou le lointain ; la ville ou le village), la destination (la production, la reproduction) et les secteurs (agriculture, artisanat, services) de ces investissements.

23. En janvier 2008, les abords du lac avaient été le théâtre d'un des affrontements interethniques les plus violents de l'après élection générale. Seule l'intervention à très basse altitude des hélicoptères de l'armée avait fait reculer une horde véhémement armée de machettes et de gourdins et bien décidée à régler leur compte aux ouvriers des serres originaires de l'ouest du pays et de la Rift valley.

24. Dans un futur proche, contrairement aux roses éthiopiennes, les roses kenyanes seront soumises à un droit de douane de 8 % supplémentaires parce que le pays est sorti de la catégorie PMA. Cette promotion catégorielle constitue souvent un moment difficile pour les entreprises exportatrices, pour les projets de développement. Voir l'exemple du Cap Vert, communication personnelle Michel Lesourd.

25. Fait unique au monde, cette association de propriétaires terriens est aussi en charge de la gestion du périmètre Ramsar du lac Naivasha (Fautras et alii, 2013), aire qui ne correspond évidemment ni au bassin versant, ni au district, ni au cluster.

26. *Daily Nation*, 25 octobre 2010, "Kenya loses Sh156bn in taxation tricks by flower firms".

27. Une étude en Éthiopie corrobore cette charge en partant du constat d'ensemble que la valeur des roses éthiopiennes vendues sur les criées hollandaises (soit seulement les 2/3 des roses exportées) dépasse le montant des devises rapatriées en Éthiopie par les fermes. Ce paradoxe s'explique parce que les fermes « cèdent » leurs productions à bas prix à des succursales européennes, qui présentent les fleurs sur la criée où elles sont vendues bien plus chères qu'elles ne leur sont « vendues » et empochent la juteuse différence (De Vries, 2010).

28. Les *matatu* sont les taxis collectifs kenyans, équivalents des cars rapides sénégalais ou des *dala dala* tanzaniens.

RÉSUMÉS

Quels sont les effets géographiques de l'intégration économique de l'Afrique à la mondialisation ? L'observation empirique, diachronique, à grande échelle de la région du lac Naivasha au Kenya montre comment la mise en valeur coloniale, les reconversions post-coloniales, l'identification par des entrepreneurs mondialisés d'aménités locales susceptibles d'être converties en avantages comparatifs participent d'un mouvement de sélection géographique et de recomposition socio-spatiale sous la forme d'un Système Productif Localisé, défini ici comme une grappe d'entreprises relevant d'un même secteur économique et liée à des intérêts étrangers. Cependant, la présence d'un « petit monde » né de la rencontre entre acteurs locaux et acteurs globaux, ainsi que l'amorce d'un processus de territorialisation sont présentés comme deux facteurs de différenciation de ce SPL. Mais le souvenir de la domination coloniale pèse sur ces dynamiques.

What are the geographical effects in Africa of global economic integration? At a small scale, the Lake Naivasha (Kenya) case study shows that colonial exploitation and land use, post-colonial conversions, designation by globalized entrepreneurs of local assets as valuable resources converge to select spaces and convert them in a horticultural cluster. It is made of 60 production units and up-stream and down streams activities, partly financed by alien investments. However, it is also united by a "small world" which merges localized and globalized actors. An emerging "territorialisation" process is increasing this melting process. But colonial memory restricts these trends towards global distinction.

INDEX

Mots-clés : Kenya, roses, agribusiness, cluster productif, géographie économique

Keywords : Kenya, agri-business, productive cluster, economic geography

AUTEUR

BERNARD CALAS

Bernard Calas, bcalas@u-bordeaux3.fr, est Professeur de géographie, Université de Bordeaux 3, membre de l'UMR 5115 CNRS IEP Bordeaux Les Afriques dans le Monde LAM et Invited Researcher à l'Institute for International Integration Studies, Trinity College Dublin.